

<http://www.sudeducation92.ouvaton.org/spip.php?article1588>



À force de frôler le ridicule, on finit par tomber dedans.

- PRIMAIRE



Date de mise en ligne : jeudi 31 mai 2018

Copyright © SUD éducation 92 - Tous droits réservés

Lire le communiqué :



C'est officiel Jean-Michel Blanquer sera bien ce nouveau ministre moderne qui fait du neuf avec du vieux : le retour aux « bonnes vieilles méthodes » d'une école rétrograde avec en exergue le retour à la méthode syllabique pure ! Effet politique garanti, résultats pédagogiques anéantis...

Les représentations passéistes de l'enseignement de M. Blanquer ne feront qu'accroître les inégalités d'accès à la culture scolaire. Concernant le lire/écrire, l'exemple de la méthode syllabique privilégie la question du déchiffrage et de la lecture à voix haute au détriment de l'activité intellectuelle de lire. Quelle représentation de la lecture et de l'écriture nos apprenant-e-s vont-ils-elles se forger ? « Lire, c'est déchiffrer » sans y chercher de sens ?

Dans le journal Le Parisien, M. Blanquer a annoncé la publication de 4 notes de services au B.O, l'une portant sur l'enseignement de la grammaire et du vocabulaire, l'autre sur la lecture, une troisième concernerait l'enseignement du calcul tandis que la dernière circulaire traite elle de la résolution de problèmes.

Les intentions de M. Blanquer sont claires : mettre fin à la liberté pédagogique. Entre l'imposition de la méthode syllabique concernant l'apprentissage de la lecture, et le retour à la « leçon de grammaire », ce sont autant d'injonctions qui vont à l'encontre de la liberté pédagogique des enseignant-e-s.

Concernant l'apprentissage de la lecture, le ministre dit s'appuyer sur des travaux de recherches, mais lesquels exactement ? Sans aucun doute s'appuie-t-il sur une recherche, et une seule : celle qui l'arrange... À aucun moment il ne tient compte de la recherche et du travail de terrain de mouvements pédagogiques qui réfléchissent les pratiques pédagogiques depuis maintenant des décennies : AFL, ICEM, GFEN, etc. Ces recherches-là vont à l'opposé de ce que souhaite imposer M. Blanquer.

Le ministère de l'éducation nationale devrait prendre davantage de hauteur. Les sciences de l'éducation et les différents mouvements d'éducation populaire sont unanimes, l'école doit être à la hauteur des envies et motivations des enfants : comprendre, problématiser et penser le réel. De plus, rares sont les enseignant-e-s qui n'utilisent qu'une seule méthode : la plupart construisent leurs séquences en s'appuyant sur différentes approches.

Ces 4 circulaires rétrogrades laissent à penser que les maux de l'école ne sont dus qu'à une seule chose : l'incompétence et l'entêtement des enseignant-e-s ! M. Blanquer cherche une fois de plus à diviser, et à faire peser sur les épaules des enseignant-e-s la responsabilité des échecs scolaires. Où sont les moyens nécessaires à un véritable service public d'éducation ? Où sont les moyens pour des services publics de proximité sur tout le territoire (santé, services sociaux, transports publics, etc.) ?



Contrairement à ce que veut faire croire M. Blanquer, le problème n'est pas un problème de méthode, mais un problème de moyens et de choix politiques néo-libéraux. Non Monsieur Blanquer, nous ne ferons pas des élèves le bétail du marché du travail ! Oui Monsieur Blanquer, nous continuerons coûte que coûte à former les enfants qui nous sont confiés à l'esprit critique, à la réflexion, en visant l'émancipation de toutes et tous.

SUD éducation dénonce cette nouvelle tentative de mise au pas des enseignant-e-s par le ministre.

SUD éducation revendique la liberté pédagogique et des programmes adaptés à celle-ci :

" des programmes qui favorisent l'expérimentation, l'esprit critique, la coopération, la démocratie à tous les niveaux dans l'école, la classe...

" des programmes qui ne hiérarchisent pas les domaines de connaissance (abandon du socle commun, réaffirmation de l'importance de toutes les disciplines).

SUD éducation invite les personnels à se réunir en assemblées générales et à débattre des modalités d'actions pour mettre fin à ces réformes délétères et plus largement à construire la convergence des luttes nécessaire pour faire reculer le gouvernement sur tous les fronts.